

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYTEVOM

Lieu-Dit Les Fougères
70130 Noidans-le-Ferroux

Références : UID257090/SPR/FN/LL 2024 0209B
Code AIOT : 0003300416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2023 dans l'établissement SYTEVOM implanté Lieu-Dit En Blanchard 70000 Pusey. L'inspection a été annoncée le 07/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le contexte de plaintes pour odeurs survenues dans le secteur de Pusey (en sachant qu'à proximité de la déchetterie, on trouve un abattoir, une station d'épuration, une installation de stockage de déchets, un méthaniseur, etc.).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYTEVOM
- Lieu-Dit En Blanchard 70000 Pusey
- Code AIOT : 0003300416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement contrôlé est une déchetterie "classique" exploitée par le SYTEVOM ; il s'agit, en flux total de déchets, de la seconde plus grosse déchetterie du SYTEVOM.

La déchetterie de Pusey présente la particularité de proposer la prise en charge (sous la forme d'une campagne annuelle) de déchets d'amiante liée, et d'être équipée de panneaux photovoltaïques.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Récolement plainte « odeurs », contrôle par sondage de prescriptions généralistes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aspects documentaires	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.2.6	Sans objet
2	Prévention des risques de pollution, collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.4.4.2	Sans objet
3	Prévention des risques de pollution, débourbeur / déshuileur	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.4.4.3	Sans objet
4	Prévention des risques de pollution, eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.4.4.11	Sans objet
5	Risques accidentels : atmosphères explosibles	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.8.3.3	Sans objet
6	Prévention des risques de pollution	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.8.4.1	Sans objet
7	Conditions de réception des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.1.3.2	Sans objet
8	Conditions de dépôt des déchets dangereux, local de stockage	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.1.3.3	Sans objet
9	Conditions de dépôt des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.1.3.4	Sans objet
10	Conditions de dépôt des déchets dangereux, amiante	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.1.3.5	Sans objet
11	Traitement des déchets verts	Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La probabilité que la déchetterie ait pu être à l'origine des odeurs qui ont été signalées sur le secteur, est excessivement faible.

La déchetterie est globalement bien tenue, avec quelques spécificités intéressantes sur la prise en charge de flux de déchets spécifiques : déchets plastiques souples et amiante liée notamment.

La couverture de la benne réservée aux déchets de plâtre est également une bonne pratique (assez peu répandue).

Une optimisation (par rapport à la gestion du risque incendie dans le contexte de proximité avec un pylône supportant une ligne haute tension) de l'emplacement de la benne réservée aux pneumatiques semble facilement possible. La cuve (à double paroi) à fuel placée directement dans la zone Packmat semble non optimale du point de vue de la prévention du risque d'actes de malveillance.

L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que des réponses sont encore attendues suite à la précédente inspection, en date de 2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aspects documentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Tenue à disposition de documents
Prescription contrôlée : [...] Une copie des documents suivants est disponible sur le site : <ul style="list-style-type: none">- les plans tenus à jour, notamment :- le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;- les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours, ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : Suite à la précédente inspection, l'exploitant a mis en place un plan de localisation des risques (risque incendie, risque explosion, risque de pollution important), et il a mis à jour le plan des réseaux de collecte / évacuation des effluents liquides. Ces plans sont affichés dans le local gardien, et ils sont également disponibles sous format informatique (seule une version "papier" existait auparavant, pour le plan des réseaux ; le plan de localisation des risques n'existait pas).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques de pollution, collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents
Prescription contrôlée : Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. [...]
Constats : La benne réservée aux déchets de plâtre est couverte par une toiture, depuis 2019.
Observations : C'est une très bonne pratique (en effet, le lessivage des plaques de plâtre génère des fines chargées en sulfates), qui n'est pas déployée dans de nombreuses déchetteries.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des risques de pollution, débourbeur / déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'état des avaloirs permettant la collecte périmétrique des eaux de ruissellement est examiné pendant la visite : ils sont tous très propres, aucune matière ne les encombre. Interrogé sur la fréquence des opérations de nettoyage, l'exploitant indique qu'il n'y a pas de consigne, mais que cette opération d'entretien fait partie des réflexes des agents du site. En revanche, la partie « bas de quai » est relativement boueuse : interrogé à ce sujet, l'exploitant indique que les fortes précipitations des dernières semaines ont augmenté le flux de fines dans cette partie du site, et il précise qu'il ne dispose pas d'un équipement de type « balayeuse de voirie ».
Observations : Sans que cela constitue une non-conformité, l'état de propreté de la partie "bas de quai" mériterait une intervention de nettoyage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des risques de pollution, eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.4.4.11
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de ruissellement des terrains imperméabilisés transitent par un décanteur/déshuileur avant de rejoindre le réseau d'eaux pluviales communal au point de rejet mentionné au 2.4.4.5. Les eaux pluviales polluées après accident ou incendie sont collectées conformément à l'article 2.8.4.1, après obstruction du réseau par les vannes prévues à l'article 2.4.3.4.1.
Constats : Le circuit d'évacuation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (passage par séparateur à hydrocarbures), ou des eaux d'extinction générées en cas d'incendie (avec bassin de récupération, dont la vanne vers le milieu naturel est en position ouverte en situation normale de manière à garantir l'effective disponibilité du volume du bassin en cas de sinistre), est visualisé lors de la visite sur site. Ce point n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risques accidentels : atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aération du local déchets dangereux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.
Constats : Le local de stockage des déchets dangereux est visité. Il est correctement ventilé (prises d'air largement dimensionnées et non encombrées, situées en point bas et en point haut). L'odeur de produits chimiques divers y est nettement perceptible, mais sans être trop forte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">-> dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Un équipement mobile de compactage est présent sur la déchetterie : un engin de type « Pack-mat », sorte de rouleau compresseur porté par un bras articulé, qu'un engin vient appliquer directement sur le contenu des bennes en place dans la déchetterie. Cet appareil est plus particulièrement utilisé sur les bennes d'encombrants, de déchets de bois, de cartons, et dans une moindre mesure les bennes de ferrailles (application d'un plus faible taux de compactage pour éviter de déformer les parois de la benne sous l'effet des déchets métalliques compactés). A noter que cet équipement mobile fonctionne au gasoil : présence d'un stockage de 300 litres en cuve (double paroi), en partie basse de quai, dans la zone de stationnement du pack-mat. Un

dispositif de compactage électrique était initialement présent, mais le REX de son utilisation n'a pas été favorable.
Observations : L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que cette cuve risque d'attirer certaines « convoitises », avec les risques de pollution correspondants en cas de tentative de vol de carburant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de réception des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Apport des déchets dangereux
Prescription contrôlée : [...] A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol. [...]
Constats : Les déchets dangereux sont déposés dans une zone ouverte/couverte, dans des bacs, avant d'être repris par les agents du SYTEVOM et d'être répartis entre les différents bacs de stockage de déchets dangereux du local fermé voisin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conditions de dépôt des déchets dangereux, local de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.1.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation du local de stockage des déchets dangereux
Prescription contrôlée : Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages). [...]
Constats : Dans le local dédié au stockage des déchets dangereux, différents bacs dévolus à diverses catégories (bien spécifiées) de déchets dangereux sont en place ; un bac « déchets toxiques divers » est réservé aux matières dont la nature est incertaine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions de dépôt des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage de certains déchets dangereux
Prescription contrôlée : Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention dédiée étanche.
Constats : La cuve de stockage des huiles usagées (huiles noires) n'est pas disposée sur rétention, mais il s'agit d'une cuve à double paroi remplissant une fonction similaire. L'exploitant a, post-inspection, précisé la structure du sol sur lequel est positionnée la cuve : le sol en gravier concassé est positionné dans une cuve en béton maçonné (étanche, donc).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de dépôt des déchets dangereux, amiante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.1.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'accueil des déchets d'amiante liée
Prescription contrôlée : Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes, déposés par les particuliers du territoire de l'exploitant. Cette zone est clairement signalée. L'exploitant met en place une procédure imposant que les déchets d'amiante arrivent sur le site filmés. Ils sont ensuite ensachés et étiquetés sur le site, conformément à la réglementation en vigueur ; dans cette optique, l'exploitant met à la disposition des usagers les moyens d'ensachage des déchets.
Constats : L'aire dédiée n'a pas été contrôlée, mais la question de l'acceptation des déchets d'amiante a été évoquée au plan de l'organisation de ces opérations.
Observations : Des campagnes d'acceptation de déchets d'amiante lié sont organisées sur la déchetterie de Pusey par le SYTEVOM. Cette opportunité laissée aux usagers, est liée à la proximité immédiate de l'installation de stockage de déchets exploitée par SUEZ à proximité immédiate de la déchetterie. Ces campagnes sont organisées à raison de 1 fois/an, avec une large communication amont aux usagers. Des consignes précises sont communiquées, les apporteurs de déchets doivent prendre rendez-vous (la déchetterie n'est pas réservée à ces apports sur ces créneaux), la prestation n'est pas gratuite : les apporteurs de déchets d'amiante lié participent au coût de la prise en charge de leurs déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2017, article 2.9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de broyage des déchets verts
<p>Prescription contrôlée : L'aire de traitement est distincte du reste du site et clairement identifiée. Pendant les campagnes de broyage, l'accès l'aire de stockage des déchets verts est interdit au public. [...]</p>
<p>Constats : Concernant la prise en charge des déchets verts, la situation est la suivante : à chaque opération de broyage de déchets verts (1 fois / mois), la déchetterie reste ouverte aux usagers (contrairement à ce qui est en place dans certaines autres déchetteries hors Sytevom), et l'apport de déchets verts pendant ces campagnes (qui ne durent pas plus d'une journée) reste possible ; l'exploitant a, en effet, pu mesurer les nombreux litiges qui étaient générés entre les usagers et les agents de la déchetterie, par la situation « déchetterie ouverte, mais déchets verts refusés ». Dès lors, il a mis en place la configuration suivante, constatée lors de la précédente inspection : la campagne de broyage a lieu dans le « U » (délimité par des murs) dévolu au déversement / broyage de déchets verts ; l'accès à ce U est interdit aux usagers, mais il reste possible de déverser des déchets verts, dans le U voisin (plus proche de la ligne Haute-tension ; dans une petite moitié de ce U, délimitée par la mise en place de bennes vides, la plus éloignée de la ligne HT).</p>
<p>Observations : Étant entendu que les déchets verts apportés dans cet emplacement exceptionnel, ne restent alors présents qu'une seule journée.</p> <p>Considérant la balance avantages/inconvénients des différentes organisations possibles (litiges en cas d'apports de DV interdits pendant les campagnes de broyage VS stockage – très limité en volume ET en durée – de déchets verts frais un peu plus proches de la ligne HT), l'organisation proposée par l'exploitant avec la délimitation par des bennes vides d'une surface réservée aux apports de DV pendant les périodes de broyage, apparaît acceptable.</p> <p>Pour rappel, il s'agit d'un dispositif organisationnel temporaire de mise en sécurité lié aux conditions d'entreposage des DV, dans l'attente de la mise à jour de l'EDD (courrier de l'exploitant en date du 09/12/2022, faisant suite à la transmission tardive du rapport relatif à l'inspection de 2021). cf. la remarque générale sur les réponses restant attendues vis-à-vis de l'inspection de 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite


**Inspection du 18 décembre 2023
Déchetterie SYTEVOM à Pusey (70)**



Benne couverte pour les déchets de plâtre (bonne pratique)



Sacs dédiés au « transit » des emballages en plastique souple avant déversement dans la benne par les agents du SYTEVOM



DECHETERIE DE PUSEY
QUANTITE DECHETS NON DANGEREUX
seuil arrêté préfectoral > 600 m³

EN BENNES		Conditionnement	Unité	Quantité	Qté totale	Unité
ENCOMBRANTS		Benne 30m³	30	1	30	m³
BOIS		Benne 30m³	30	2	60	m³
CARTON		Benne 30m³	30	1	30	m³
METALL		Benne 30m³	30	1	30	m³
GRAVATS		Benne 30m³	15	2	30	m³
PLASTIQUES RIGIDES		Benne 30m³	30	1	30	m³
MOBILIER		Benne 30m³	30	2	60	m³
PLATRE		Benne 30m³	30	1	30	m³
PSE et PS		Benne 30m³	30	1	30	m³
DEBORD HORS QUAIS		Benne 30m³	30	2	60	m³
TOTAL EN BENNES				375	m³	
D3E		Conditionnement	Unité	Quantité	Qté totale	Unité
	HORS FROID	Benne 30m³	30	1	30	m³
TOTAL D3E				30	m³	
AUTRES MATIERES		Conditionnement	Unité	Quantité	Qté totale	Unité
BAC PAPIER		L 400x800x50 (cm)	4	3	12	m³
CONTENEUR TEXTILE		1,15 x 1,15 x 1,35 (L70xH)	1,8	6	10,8	m³
HUILE ALIMENTAIRE		2x2 200 litres	0,2	2	0,4	m³
CAISSON RESSOURCERIE		30 m³	30	1	30	m³
PNEUS		Benne 30m³	30	1	30	m³
LIVRES		Sac 500 litres, 100kg	0,66	1	0,66	m³
PSE		400 m³	1	2	2	m³
PAV VERRES		1,70m x 1,50m x 1,50m	1,8	3	11,4	m³
BOUCHONS LIÉGÉ		100 0,5m³	0,5	0	0	m³
RADIOGRAPHIES		carton 50 x 40 x 75	0,15	2	0,3	m³
HUISSERIES		RACK 1m³	1	4	4	m³
TOTAL AUTRES MATIERES				101,6	m³	
PLATE FORME VEGETTERIE		Conditionnement	Unité	Quantité	Qté totale	Unité
		20x40x2	1500	1	1500	m³
TOTAL PLATE FORME DECHETS VERTS				1500	m³	

Total déchets non dangereux :

2 427 m³



Pack-mat, avec cuve à fuel (double paroi)



Plan de localisation des zones à risques (incendie, explosion, toxique, etc.)



Chaussée de la zone bas de quai, boueuse



« caddies » dédiés au déversement des déchets de plastique rigide par les usagers. Les agents du SYTEVOM valident ensuite (ou pas) le déversement des déchets dans la benne



Zone de stockage des déchets verts (U à droite), et zone (derrière les plots) dans le U adjacent, matérialisée par les bennes vides, dévolue à l'accueil des DV pendant les opérations de broyage. Derrière, la ligne HT



Local de stockage des huiles noires. Cuve à double paroi. Sol spécifique, conséquences à évaluer.



Benne à pneus localisée au pied du pylône de ligne HT